

*Questions orales***LES DROITS DE LA PERSONNE**

EL SALVADOR—LA FAÇON DONT LE GOUVERNEMENT TRAITE  
LES REPRÉSENTANTS DES ÉGLISES

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, le gouvernement de Napoleon Duarte au Salvador continue de perdre crédibilité et appui. Il s'attaque maintenant à des personnalités ecclésiastiques, et jusqu'à l'archevêque en accusant son organisation de canaliser des fonds pour le FMLN. Un prisonnier de la police du Trésor a en outre dénoncé un prêtre épiscopalien, un ministre et un administrateur de l'Église luthérienne, un responsable de l'Église baptiste et un travailleur social du diocèse catholique romain.

Il y a lieu de croire que bon nombre des collègues de Duarte se serviront de l'aide financière provenant d'autres pays comme le Canada pour se constituer un fonds en vue des prochaines élections lorsque Duarte ne sera plus considéré comme un candidat viable.

• (1115)

Tous les pays de la Communauté européenne se sont dotés d'une politique commune à l'égard de l'ensemble de l'Amérique centrale dans le cadre de laquelle elle fournit de l'aide financière et d'autres formes d'aide au développement. Le Canada devrait songer à consulter la Communauté européenne avant de continuer à fournir de l'aide à un gouvernement aussi faible et aussi violent que le gouvernement Duarte.

\* \* \*

**LA CHAMBRE DES COMMUNES**

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU VICE-PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**M. le Président:** Je tiens à signaler aux députés la présence aujourd'hui à notre tribune de M. George Bush, vice-président des États-Unis d'Amérique.

**Des voix:** Bravo!

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES TRANSPORTS ET  
COMMUNICATIONS DE LA TURQUIE

**M. le Président:** Je tiens à souligner également la présence à notre tribune de M. Veysel Atasoy, ministre des Transports et Communications de la Turquie.

**Des voix:** Bravo!

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'APARTHEID**

L'AFRIQUE DU SUD—LA DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre en l'absence du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne la détérioration rapide de la

situation en Afrique du Sud. Il sait, comme le premier ministre, que l'état d'urgence y a été déclaré. Mille prisonniers politiques sont détenus, il y a des émeutes et la presse est censurée. Ce régime est une insulte à l'humanité et je considère que les événements qui se déroulent actuellement en Afrique du Sud exigent une réponse de notre pays.

Je pose la même question que l'évêque Tutu. Quand la communauté internationale va-t-elle agir? La question que je pose au vice-premier ministre, et par son intermédiaire au premier ministre de notre pays, est la suivante: Quand le Canada va-t-il se décider à agir?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, c'est le Canada qui a ouvert la voie aux initiatives concernant l'Afrique du Sud.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nielsen:** Nous avons fait des déclarations en ce sens en juillet dernier, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures les a répétées hier à la Chambre. Il a aussi discuté franchement avec la Chambre de toute la gamme d'options qu'il nous reste et auxquelles le Canada aura recours au besoin.

[Français]

L'IMPOSITION DE SANCTIONS—ON EXIGE LA CONCERTATION

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, le vice-premier ministre se rend-il compte de fait que le premier ministre devrait maintenant agir et intervenir personnellement auprès du gouvernement de la Grande-Bretagne et tirer avantage aujourd'hui de la visite du vice-président des États-Unis, aussi auprès du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest, pour insister pour que ces trois pays en particulier, ainsi que le Canada, s'accordent pour imposer des sanctions économiques rigoureuses contre l'Afrique du Sud?

[Traduction]

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je crois que le très honorable représentant conviendra avec moi qu'il est tout à notre honneur de faire tous les efforts possibles pour préserver l'unité du Commonwealth et essayer d'amener le plus grand nombre de pays occidentaux possible à se joindre aux initiatives prises par le Canada.

Comme on l'a dit à la Chambre hier, le premier ministre a déjà entamé des discussions avec d'autres chefs de gouvernements dans le but précisément de réaliser ce que souhaite le très honorable représentant.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE REPENSER LA SITUATION

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a dit hier que le gouvernement attendait la réunion d'août du Commonwealth. Nous estimons qu'il faudrait agir plus vite. La situation se détériore rapidement. Le très honorable Malcolm Fraser, ancien premier ministre de l'Australie et co-président du groupe des personnalités éminentes, a déclaré hier soir à la télévision canadienne qu'il fallait agir sans plus tarder.